

AVIS

Conseil de la concurrence

Le Conseil de la concurrence est une autorité administrative indépendante dont le rôle est de garantir la libre concurrence et de veiller au bon fonctionnement des marchés et de sensibiliser les entreprises à leurs responsabilités par rapport au droit de la concurrence de façon à les inciter à ne pas s'engager dans des comportements interdits tels que les ententes ou les abus de position dominante.

Appel à candidatures pour 3 postes de conseiller du Conseil de la concurrence

En vue de l'expiration des mandats des conseillers du Conseil de la concurrence en début de l'année 2019, il est fait appel à candidatures en vue de pourvoir à la vacance de ces postes.

Le Conseil de la concurrence est une autorité administrative indépendante régie par la loi du 23 octobre 2011 relative à la concurrence. Le Conseil est chargé de veiller à l'application des articles 3 à 5 de ladite loi et des articles 101 et 102 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les dossiers de candidatures sont à envoyer au ministère de l'Économie 19-21, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, jusqu'au 30 novembre 2018. Les dossiers seront présentés dans une enveloppe fermée portant l'inscription « Candidature au poste de conseiller du Conseil de la concurrence ».

Les dossiers de candidatures comprendront :

- une lettre de motivation,
- un curriculum vitae,
- une copie de l'homologation des diplômes d'études,
- une copie de la carte d'identité.

La/le candidat(e) retenu(e) relèvera de la fonction publique luxembourgeoise après avoir été nommé(e) au poste brigué.

Elle/il ne peut être membre du gouvernement, de la Chambre des députés, du Conseil d'État ou du Parlement européen ni exercer une fonction incompatible avec sa fonction, ou détenir directement ou indirectement des intérêts dans une entreprise ou tout autre organisme relevant de la compétence du Conseil de la concurrence.

Le poste implique des déplacements réguliers à l'étranger.

Les candidat(e)s devront :

- être détenteur/trice d'un diplôme d'études universitaires sanctionnant un cycle complet d'études universitaires au niveau d'un master ou d'un diplôme reconnu équivalent en droit et/ou en sciences économiques,
- disposer des aptitudes linguistiques nécessaires, et notamment d'une excellente maîtrise du français, de l'allemand et de l'anglais,
- faire preuve de capacités organisationnelles, d'analyse et de rédaction confirmées,
- avoir des aptitudes relationnelles et une aisance à encadrer et à motiver une équipe,
- avoir des connaissances et/ou une expérience dans le domaine du droit de la concurrence.

Les compétences visées ci-dessus devront être attestées par un diplôme ou titre équivalent ou résulter d'une expérience professionnelle dûment documentée. Une première sélection des candidat(e)s se fera sur dossier.

Appel à candidatures

La CCDH est un organe consultatif du gouvernement qui a pour mission la promotion et la protection des droits de l'Homme au Luxembourg. À cette fin elle adresse au gouvernement des avis, études, prises de position et recommandations qu'elle élabore en toute indépendance sur toutes les questions de portée générale qui concernent les droits de l'Homme au Luxembourg.

Les membres sont des personnes (bénévoles) venant d'horizons politiques, idéologiques et religieux différents, connues pour leurs compétences et leur expérience en droits de l'Homme. Ils siègent à titre individuel, sont indépendants et impartiaux dans l'exercice de leur mandat.

La CCDH fait un appel à candidatures pour accueillir en son sein de nouveaux membres qui souhaitent s'investir dans le champ de la défense des droits de l'Homme, qui disposent d'une expérience et d'une compétence en la matière et qui sont disponibles en moyenne une dizaine d'heures par

mois pour remplir leurs fonctions de manière effective.

Une attention particulière sera portée aux candidatures de personnes présentant une compétence dans un des domaines suivants :

Droits des personnes en situation de handicap, droit pénal, asile et immigration, environnement, égalité des femmes et des hommes, droits des personnes LGBTI, intégration de la dimension du genre, nouvelles technologies, bioéthique et économie.

Les intéressé-e-s et qui souhaiteraient obtenir plus d'informations pourront consulter le site internet www.ccdh.lu ou contacter le secrétariat au 26 20 28 52 / fabienne.rossler@ccdh.lu. Les candidatures accompagnées d'un CV sont à adresser au président de la Commission consultative des droits de l'Homme, 71-73 rue Adolphe Fischer L-1520 Luxembourg pour le 16 novembre 2018 au plus tard. Une première sélection sera faite sur base des dossiers.

Poste vacant**Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance**

Il est porté à la connaissance des intéressé(e)s que l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance se propose d'engager, UN MÉDECIN, à tâche complète et à durée indéterminée.

Vous êtes affecté(e) au service évaluation et détermination de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance qui est notamment responsable pour

- L'évaluation de la situation de dépendance des demandeurs de prestations
- La détermination des prestations requises
- L'amélioration de façon continue des outils d'évaluation et de détermination
- L'information et le conseil de tous les interlocuteurs dans le cadre d'un dossier individuel.

Profil souhaité

- Vous avez de bonnes connaissances informatiques et vous maîtrisez les logiciels courants

- Vous disposez d'une aisance en communication orale et de compétences rédactionnelles développées
- La maîtrise des langues luxembourgeoise, allemande et française est obligatoire. Le cas échéant, un contrôle de la connaissance de ces trois langues administratives est réalisé par l'Institut national d'administration publique.

Missions

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire vous êtes chargé(e) d'évaluer la situation de dépendance d'un assuré demandeur de prestations :

- Vous assurez le recueil des informations nécessaires au lieu de vie du demandeur, auprès de son entourage, des prestataires ou autres intervenants
- Vous réalisez l'examen clinique, médical du demandeur
- Vous émettez un avis sur l'état de dépendance de la personne évaluée
- Vous déterminez les prestations requises prévues dans l'assurance dépendance
- Vous traitez des dossiers spécifiques pour lesquels une compétence médicale de docteur en médecine est requise
- Vous êtes référent des dossiers de demandeurs en rééducation fonctionnelle / réadaptation qui impliquent un contact régulier et étroit avec les médecins rééducateurs fonctionnels des centres de rééducation
- Vous informez et conseillez tous les interlocuteurs dans le cadre d'un dossier individuel.

Vous possédez un permis de conduire.

Une première sélection sera faite sur dossier.

Les candidatures écrites avec un curriculum vitae détaillé et une copie des diplômes respectifs sont à adresser à rh@ad.etat.lu

Pour de plus amples renseignements vous êtes invité(e) à prendre contact avec M. Norbert Lindenlaub, tél. 247-86063, de l'Administration d'évaluation et de contrôle de l'assurance dépendance.